



ANPCME



Loi de modernisation du système de santé et territorialité: Quelles conséquences pour l'organisation des soins en psychiatrie?

Strasbourg, 21 au 23 septembre 2016

Soins sans consentement à l'étranger: Allemagne

Dr. Martin Kaiser

Remarques préliminaires



- L'Allemagne est une République fédérale (Land-Länder)
- Les Länder (États fédérés), i.e. le Land de Sarre, sont principalement responsables de la législation de la Santé
- Partiellement, les lois doivent passer au
 - Bundesrat (Conseil fédéral)
 - Bundestag (Parlement)

La législation...

- est en gén. axée sur la préservation de liberté/ minimisation des restrictions
- ne laisse place qu'à une hospitalisation/ un internement dans une institution thérapeutique agréée pour les soins sans consentement
- différencie entre soins sans consentement et traitement médicamenteux sans consentement
- demande l'intervention du juge pour toute action non consentie
- ne connaît pas de traitement sans consentement/ sous contrainte en ambulatoire

Bases législatives des soins psychiatriques sans consentement

- Betreuungsgesetz (législation de tutelle)
§1906 BGB (Code civil, càd fédéral)
 - incapacité du malade
 - demande du tuteur / curateur
- Psych KG / UBG (législation régionale = Land)
 - en urgence /danger à autrui
 - demande d'un tiers
- Maßregelvollzug / détention de sûreté
 - code pénal (il n'ya pas de "non lieu")

L'hospitalisation sous contrainte s'effectue

- si la personne est atteinte de troubles mentaux
 - s'il y a dangerosité à soi-même ou à autrui
-
- d'après les législations décrites sur décision du juge
 - en cas de péril imminent par subsidiarité en activant la police et pour un délai max. de 24h avec certificat médical (variant dans les Länder, i.e. la Sarre)

- Durée max. de l'hospitalisation sans consentement
 - dans un premier temps 6 semaines
 - prolongation possible avec expertise psychiatrique "externe" d'un rédacteur différent du certificat initial
- Les établissements pouvant effectuer ces mesures sont définis par les lois des Länder
- Le malade a droit au recours juridique dès le début de la mesure
- Le psychiatre doit indiquer ses traitements prévus et veiller à minimiser les mesures de contraintes (strict respect des droits du patient)

Résumé Allemagne

Soins sans consentement (code civil)

- si trouble mental et dangérosité
- sur certificat médical
- décision juridictionnelle, non médicale
- en hospitalisation complète
- différenciation entre placement et traitement / soins
- mesures de contrainte possibles
- traitements pharmacologiques sous contrainte soumis à une décision à part
- soutien juridique pour le patient dès le début

Merci de votre attention!
Danke für Ihre Aufmerksamkeit!